

MAGAZINE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION COMMUNISTE



Justice

Pour la Responsabilité et le Développement véritable.

Jeudi 18 Février 2010 - 90^e Année - N° 07 - Martinique : 1,80 € - France : 2,20 € - DOM : 1,90 €

Régionales 2010 : Une échéance capitale



Le P.C.M. soutient Madeleine de Grandmaison

FÉVRIER 74 :



Date clé
des luttes ouvrières

PWOFITASYON :

Les revenus dans les DOM très inférieurs à ceux de France

FAILLITE DE LA GRÈCE :

Elle menace d'entraîner l'Europe dans sa chute

Sommaire

Sa ka Pasép. 2

Éditop. 3
- Régionales 2010

Luttes socialesp. 4/6
- Transporteurs
- Février 74
- Haro sur la Fonction publique

Eco-Socialp. 7/9
- Disparité des pays d'Outre-Mer
- Inégalité de revenu
- Faible inflation en 2009

Sociétép. 9
- Marny

Littératurep. 10/11
- Philibert Duféal de Juliette Sméralda

Politiquep. 12/16
- Régionales 2010
- Discours d'Alfred Marie-Jeanne
- Madeleine de Grandmaison
- Orientations budgétaire du Conseil Général

Dans le Mondep. 16/18
- Crise en Europe
- Cuba
- Palestine

Annonces Légalesp. 19/23

Culturep. 24
- Kannaval 2010 : Toujours populaire, spontané et vivant

"JUSTICE"

Administration & Rédaction :
Tél. : 05 96 71 86 83
Fax : 05 96 63 13 20
ed.justice@wanadoo.fr



Fondateur : Jules MONNEROT
(8 Mai 1920)

Angle rues A. Alikér & E. Zola
Fort-de-France - Tél. : 05 96 71 86 83

Commission Paritaire n° 0111 | 87526
26 Janvier 2006

Directeur de la Publication :
Fernand PAPAYA

Maquette : Guennaël GUIOUBLY

Impression :
Nouvelle Imprimerie Martiniquaise
37, Rue E. Zola - 97200 Fort-de-France
Tél. : 0596 73 14 54

ÉRUPTION À MONTSERRAT

L'éruption du volcan "la Soufrière" de l'île de Montserrat survenue le jeudi 11 février a eu des retombées tant en Guadeloupe, en Dominique qu'à la Martinique, avec des dépôts de cendre assez importants en Guadeloupe, obligeant le préfet à fermer l'aéroport et les écoles. En Martinique également l'aéroport est resté fermé par mesure de sécurité et Air France a dû annuler plusieurs de ses vols.

La reprise des vols s'est effectuée dimanche 14 février dans une vraie pagaille, les passagers ayant peu d'informations sur leurs hébergements respectifs de la part des différentes compagnies. Il faut dire que, en pleine saison touristique, la plupart des hôtels affichent complet.

La préfecture, dans un communiqué, a appelé à la plus grande vigilance pour les personnes sensibles à cause de la poussière de cendre qui pourrait affecter les voies respiratoires.

RSTA

Les bénéficiaires du RSTA (Revenu Supplémentaire Temporaire D'activité) doivent impérativement expédier leurs demandes dans les différents centres de la Caisse Générale de Sécurité Sociale au plus tard le 28 février 2010, pour le versement de septembre à novembre 2010. Le RSTA, qui est le résultat de l'accord du 14 mars 2009, est la part versée par l'Etat tous les trois mois. Son montant est fonction des mois travaillés par les bénéficiaires et peut aller jusqu'à 100 euros par mois.

VIOLENCE À L'ÉCOLE

L'agression dont a été victime une fillette de 7 ans dans une cours de récréation à Trinité montre une fois de plus les conséquences de la politique de réduction de moyens de l'encadrement dans l'éducation.

En effet, une fillette a été prise à partie par des élèves, ce qui a occasionné son transport à l'hôpital de Trinité le lundi 8 février. Il a été diagnostiqué de multiples hématomes et un traumatisme certain. Cela dit, on ne va pas à l'école pour se bagarrer.

EXPOSITION SOLIDARITÉ HAÏTI À LA VILLA CHANTECLERC, LES 20 ET 21 FÉVRIER 2010



Le Conseil Général s'associe à la démarche initiée par Cho'rum Atelier Expo du Marin et les artistes plasticiens au profit des artistes haïtiens, durement éprouvés par le séisme du mois dernier.

La Collectivité accueillera à la Villa Chanteclerc, les 20 et 21 février 2010, une exposition / vente dont les bénéfices serviront à une première aide d'urgence pour les artistes haïtiens les plus touchés par la catastrophe.

L'exposition regroupe les œuvres d'artistes confirmés, aussi bien locaux qu'internationaux.

AMIS (ES) LECTEURS (TRICES) DE "JUSTICE"

Dans le cadre du 90e anniversaire de "Justice", et dans le souci constant de mieux vous satisfaire, nous travaillons à l'amélioration de la présentation de notre journal.

Vous avez ainsi pu noter une nouvelle mise en page des différentes rubriques et nous serons très attentifs à vos remarques et suggestions.

Merci de nous en faire part

* soit en nous écrivant à : "Justice" - BP 4031

Angle des rues E. Zola et A. Alikér - 97200 Fort-de-France

* soit par Mail : ed.justice@wanadoo.fr

RÉGIONALES 2010 : UNE ÉCHÉANCE CAPITALE POUR NOTRE PAYS

Le 24 janvier dernier, les Martiniquais ont approuvé le principe d'une évolution institutionnelle dans le cadre de l'article 73 qui prévoit l'instauration, à moyen terme (2 ans peut-être), d'une collectivité unique regroupant les compétences des deux collectivités existant actuellement.

En attendant la mise en place de ces nouvelles institutions, les électeurs devront bientôt se rendre aux urnes pour renouveler l'actuel conseil régional.

Cette consultation s'avère toute aussi importante que les deux précédentes car elle revêt des enjeux importants pour l'avenir de notre pays.

D'abord, il s'agira de désigner la nouvelle équipe qui dans cette période de transition devra assumer la gestion de la collectivité régionale en attendant le passage à la collectivité unique.

Et ses choix de gestion ne sont pas sans importance pour cette collectivité en charge théoriquement du développement de ce pays en proie à une crise économique et sociale structurelle qui s'aggrave de jour en jour, comme le montre la récente envolée du chômage : plus de 5 000 chômeurs supplémentaires en 2009 ! Une situation qui risque fort de se dégrader encore dans les prochains mois. D'autant que la plupart des collectivités, dont certaines étaient déjà lourdement endettées bien avant la crise, ont vu leurs recettes s'effondrer du fait notamment du désengagement de l'Etat, de la baisse du rendement de l'octroi de mer. Plus grave, pour certaines comme Fort-de-France, leur situation financière difficile résulte du laxisme de leur exécutif.

La tentation est grande, pour certains leaders politiques, et pas des moindres, de vouloir s'emparer de la Région, la seule collectivité de notre pays qui, grâce à une gestion efficace et rigoureuse, a pu dégager un excédent budgétaire et possède encore une capacité d'investissement pour soutenir certains secteurs d'activité alors que presque toutes les autres sont aujourd'hui l'arme au pied. .

Dans cette campagne des régionales qui s'annonce comme des plus âpres, nul doute que le mensonge et la démagogie seront les principaux arguments de ceux qui se sont révélés ailleurs de piètres gestionnaires. De la droite à la fausse gauche, chacun s'appliquera à démontrer que c'est l'exécutif sortant qui est responsable de la crise qui ravage notre pays, oubliant comme par miracle la responsabilité éminente de l'Etat français et des capitalistes. Tel autre ne manquera pas de ressortir son concept de "ville capitale" ou de "centralité foyale" pour exiger sa "dotation de centralité" pour éponger les déficits de sa gestion, au risque de priver le reste du pays du soutien dont il a besoin.

Notre Parti réaffirme qu'il est indispensable de placer aux commandes de cette collectivité des gestionnaires qui ont fait leurs preuves, qui ont su maintenir les grands équilibres financiers, tout en assurant un haut niveau d'investissement. Il est hors de question, pour notre Parti de soutenir une quelconque liste de droite ou qui se dit de gauche mais dont les leaders sont pétris de la culture du déficit et du clientélisme qui en est la cause. La Martinique

a trop souffert de la gestion laxiste et des investissements hasardeux de ce président qui avait mis le pays et ses entreprises à genoux et dont l'héritier actuel rêve de s'installer à Plateau Roy.

Une gestion saine devra permettre à la Région de continuer de jouer son rôle d'amortisseur social pour venir en aide aux plus dé-

munis, contribuer à la réduction des inégalités sociales insoutenables qui minent notre société, de soutenir sans parti pris tous les projets qui feront avancer notre pays.

Elle devra aussi s'inscrire davantage dans cette dynamique de développement durable et solidaire initiée par le SMDE pour s'efforcer de sortir notre pays de sa trop grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Mais cette consultation comporte un autre enjeu. Car comme le Conseil général, le Conseil régional devra participer à la mise en place de la Collectivité unique. Comme le prévoit la loi, son exécutif aura à négocier avec le gouvernement les modalités d'organisation, de fonctionnement, le mode de scrutin ou encore les habilitations qui pourraient lui être accordées. Il devra être très attentif au respect par l'Etat de ses engagements.

Ses élus, en plénière régionale ou réunis en congrès avec ceux de l'assemblée départementale, auront à se prononcer sur ces propositions.

Le choix que feront les électeurs le 14 mars prochain sera donc décisif pour l'avenir de notre pays.

Ils devront refuser leurs suffrages aux partisans de l'immobilisme et de la poursuite de cette politique de non développement dont chacun peut constater les ravages, tout comme ils doivent se détourner de ceux qui, tout en se proclamant de gauche et autonomistes portent une lourde responsabilité dans le rejet du passage à l'article 74.

Notre Parti les appelle donc à apporter leur soutien aux candidats qui sont des anticolonialistes convaincus et qui ont clairement manifesté leur engagement en faveur de la responsabilité du peuple martiniquais. Plus particulièrement, le PCM appelle à voter pour la liste "RDM. Alliance Pour le Développement" dirigée par Madeleine De Grandmaison, et où figurent honorablement nos camarades Michel Branchi et Evelyne Boucou.

Les Communistes s'engageront résolument dans la bataille aux côtés des autres forces de progrès associées à Madeleine de Grandmaison pour défendre les intérêts supérieurs du peuple martiniquais.

G. Erichot

